

Aulnay le 3 mai 2012

Nous avons rencontré le maire Gérard Segura ce jour, accompagné de son chef de cabinet Christophe Lopez et de ses adjoints, messieurs Guy Challier, Marc Morel et Bruno Defait.

Nous voulons rendre public les point essentiels de notre discussion

Nous pensons que les conditions de la révision du PLU après 4 ans de mandat et une promesse électorale doivent être balisées au plus vite.

Nous ne pouvons attendre une procédure de révision dans deux ans ou plus, devant aboutir dans 4 ans ou plus.

La délibération de révision doit être mise en débat après l'été. Il faut la mettre en phase avec un diagnostic du PLU, celui de 2008 et des 4 modifications faites depuis, avec le PLH (Plan Local de l'Habitat) et les projets de CDT (Contrat de Développement Territorial¹) en particulier, également avec un projet de pôle gare qui doit être revu en fonction des possibilités offertes dans le cadre de la mise à disposition des terrains RFF envisagée par François Hollande.

Les CDT ne peuvent aboutir à précipiter des nouvelles constructions au nord (avec le risque de reproduire les erreurs du passé) alors que le centre ville et le centre gare historique seraient oubliés. L'importance des projets Mitry-Princet en nombre de logements posent les mêmes problèmes.

Le PADD (projet d'aménagement et de développement durable) de 2008 que nous avons contesté est caduc.

Les objectifs d'aménagement et de développement durable doivent être mis en débat.

Le vote du PLU pourra avoir lieu après les élections, mais le débat ne peut attendre.

Le débat doit avoir lieu avant les élections municipales ce qui permettra aux candidats de prendre des positions et aux citoyens de juger en connaissance de cause. Cela n'avait pas été le cas en 2008.

Il devra aussi intégrer l'intercommunalité indispensable

A ce titre l'opération Mitry-Princet doit prévoir un site propre de transport en commun sur cette route des petits ponts qui relie Blanc Mesnil, Aulnay, Villepinte et Tremblay².

Le débat du conseil municipal prévu fin juin sur l'urbanisme doit aboutir à un accord de principe sur un calendrier de cette révision et la mise en place d'un comité de pilotage qui doit préparer la première délibération de cette future révision.

¹ Nous joignons en annexe le contrat signé

² Il semble que ceci est indiqué dans le projet de CDT joint. Sur cette opération comme sur les autres nous pensons qu'elle aurait dû être précédée d'une révision en particulier sur les besoins en logements et donc en services publics.

Un comité de pilotage ou le « conseil du développement durable » que nous souhaitons aurait été utile aussi pour éviter les déboires de l'agenda 21, les modifications du PLU successives ou les politiques de préemptions tous azimuts avec des études par secteurs oubliées.

Le maire nous a répondu qu'il ne savait pas à ce jour s'il fallait réviser le PLU, ce qui pour lui demande des moyens importants y compris financiers. Il pense qu'il est possible aussi de faire des modifications successives en cas de besoin.

Il propose suite au débat prévu du conseil municipal en juin, de présenter un projet (?) dans des réunions publiques après l'été et avant la fin de l'année.

Pour nous un débat entre élus, sans dossier et sans prise de décisions risque de n'être qu'une opération de communication.

Nous avons indiqué que seule la procédure de révision peut donner des garanties aux citoyens, d'avoir le vrai débat public sur la ville que nous attendons depuis près de 30 ans.

Le débat public (dans l'esprit de la C.N.D.P.³) doit se faire à partir de dossiers, accepter des cahiers d'acteurs, être un débat sur thèmes au niveau de la ville⁴ avec les déclinaisons dans les quartiers.

Cependant Aulnay Environnement acceptera toutes les occasions de débat.

Sur les transports notre priorité ce sont les transports collectifs dont nous espérons que les coûts pour les usagers diminueront et qu'il faudra donc développer.

Le RER B qui devrait être transformé en omnibus en 2013 doit bénéficier d'un « plan B » sauf à aller vers la catastrophe. **(Nous organisons un débat public le premier juin sur ce sujet au foyer Dumont à 20h30).**

Un débat sur le pôle gare est aussi indispensable. Par exemple le souterrain de la gare doit être gratuit, libre, accessible aux PMR et relier les deux gares routières. Sur le Grand Paris qui va poser des problèmes de financements il faut que la gare « triangle de Gonesse » soit rejetée (concurrence commerciale et suppression des terrains agricoles) et que le tracé venant de La Défense passe par Aulnay-Europe pour rejoindre le parc des expos et Roissy.⁵

Le T4 doit aller le plus tôt possible vers Noisy-le-Sec pour assurer les maillages (T1, tangentielle...).

Dans le cadre de la révision du SDRIF et des projets de CDT, il faut que la ville défende un centre gare à dimension intercommunale (salles de réunions, établissement culturel comme une médiathèque) et aussi avance la nécessité d'enseignement supérieur dans notre secteur par exemple entre 93 et 95 sur la « zone des tulipes » et la route 370 qui devra être reliée depuis la gare de Gonesse-Villiers-le-Bel à Aulnay Europe par un T.C.S.P. (transport en commun en site propre).

Ces premières réflexions sont à verser au débat public indispensable.

³ Commission Nationale de Débat Public

⁴ Population, services, logement, transports, activités, commerces, culture, énergie, géothermie, réseaux de chaleur...

⁵ Il y a des kilomètres à gagner plus une gare et donc des financements importants